

Blois, le 15/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ATEMAX FRANCE

Le Grand Préaux
41240 Binas

Inspection n° : RI 2024-09-03 SL01

Code AIOT : 0054100057

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/09/2024 dans l'établissement ATEMAX FRANCE implanté Le Grand Préaux 41240 Binas. L'inspection a été annoncée le 27/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ATEMAX FRANCE
- Le Grand Préaux 41240 Binas
- Code AIOT : 0054100057
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Centre de collecte de sous-produits animaux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Implantation	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 3	Sans objet
2	Etanchéité	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 8	Sans objet
3	Réception SPAn	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 11	Sans objet
4	Stockage	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 15	Sans objet
5	Traitement des effluents	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 18	Sans objet
6	Confinement	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 19	Sans objet
7	Consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 20	Sans objet
8	Disconnexion	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 21	Sans objet
9	Traitement des effluents	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 27	Sans objet
10	Rubriques autorisées	Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 1-1	Sans objet
11	Rubriques autorisées	Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 1-2	Sans objet
12	Rubriques autorisées	Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 1-3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
13	Rejets des effluents	Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 24	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté, le 03/09/2024 que l'établissement ATEMAX FRANCE, implanté au lieu-dit "Le Grand Préaux" sur la commune de Binas, avait cessé certaines activités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Implantation
<p>Prescription contrôlée : L'installation doit être implantée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à au moins 200 mètres des habitations occupées par des tiers ou des locaux habituellement occupés par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme) ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ; - à au moins 35 mètres des puits et forages extérieurs au site, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux destinées à l'alimentation en eau potable, des rivages, des berges des cours d'eau ; - à au moins 200 mètres des lieux publics de baignade et des plages ; - à au moins 500 mètres des piscicultures de rivière soumises à autorisation ou déclaration sous la rubrique 2130 de la nomenclature et des zones conchylicoles sauf dérogation liée à la topographie. <p>Le parc de stationnement des véhicules de transport des " sous-produits d'origine animale " doit être installé à au moins 100 mètres des habitations occupées par des tiers.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent, dans le cas des extensions d'installations existantes, qu'aux nouveaux bâtiments. Elles ne s'appliquent pas lors de la mise en conformité des installations existantes.</p>
Constats : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Etanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux superficielles
<p>Prescription contrôlée : Le sol des voies de circulation et de garage autres que les voies liées au parking des véhicules après lavage et désinfection doit être étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction d'incendie éventuelles.</p>
Constats : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Réception SPAn

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Réception SPAn
<p>Prescription contrôlée : « Les installations de réception et de stockage des " sous-produits d'origine animale " doivent être sous bâtiment fermé pour limiter les dégagements d'odeurs à proximité de l'établissement, notamment par l'installation de portes d'accès escamotables automatiquement. Les opérations de dépotage ne s'effectuent pas à l'air libre.</p> <p>Les surfaces de réception sont étanches et aménagées de telle sorte que les jus d'écoulement des " sous-produits d'origine animale " ne puissent rejoindre directement le milieu naturel et soient</p>

collectés et traités conformément aux dispositions de l'article 27. »
Ces aires doivent également être étanches et aménagées de telle sorte que les jus d'écoulement des " sous-produits d'origine animale " ne puissent rejoindre directement le milieu naturel et soient collectés et traités conformément aux dispositions de l'article 27.
Constats : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou du sol et en particulier l'unité de stockage des eaux ayant été en contact avec les " sous-produits d'origine animale " est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir. - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour le stockage de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du ou des réservoirs associés doit pouvoir être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés et, pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.</p>
Constats : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 18
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les différents effluents sont traités de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les eaux pluviales non souillées sont rejetées dans le milieu naturel ou dans le réseau pluvial desservant l'installation, s'il existe ; - les eaux ayant été en contact avec des " sous-produits d'origine animale " ou avec des surfaces susceptibles d'être souillées par ces matières doivent être traitées conformément aux dispositions de

l'article 27 ; - les autres eaux devront être épurées lorsqu'un traitement est nécessaire au respect des valeurs limites imposées au rejet et définies à l'annexe I.
Constats : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Confinement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux superficielles
<p>Prescription contrôlée : L'installation doit être équipée d'un bassin de confinement étanche. Ce bassin doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.</p> <p>Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers.</p> <p>En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m³/t de " sous-produits d'origine animale " stockés est retenue. Les organes de commandes nécessaires à la mise en place de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement et à partir d'un poste de commande. Les eaux recueillies doivent faire l'objet d'un traitement conformément aux dispositions de l'article 18.</p>
Constats : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Un niveau de consommation d'eau par tonne de matières premières entrantes doit en particulier être défini.</p>
Constats : Le niveau de consommation n'est pas défini dans l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Disconnexion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux superficielles
<p>Prescription contrôlée : En cas de raccordement sur un réseau public, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les volumes d'eau utilisés à partir d'un réseau public sont mesurés par le compteur dont est équipé le branchement de l'établissement.</p> <p>Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne doivent pas gêner le libre écoulement des eaux. Lorsqu'ils doivent être construits dans le lit du cours d'eau, ils respectent, sans préjudice de l'autorisation éventuellement requise en application de l'article L. 432-3 du code de l'environnement, les dispositions des articles L. 432-5 et L. 432-6 dudit code. Leur mise en place est compatible avec les dispositions de schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, lorsqu'il existe. Chaque point de prélèvement dans le sol ou les cours d'eau doit être équipé d'un compteur horaire totalisateur.</p> <p>Les volumes consommés sont relevés journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j et de manière hebdomadaire si ce débit est inférieur ; ils sont consignés dans un registre éventuellement informatisé tenu à disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>
Constats : Conforme

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 9 : Traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles
Prescription contrôlée : « Les dispositions suivantes sont applicables aux eaux ayant été en contact avec les matières premières ou avec des surfaces susceptibles d'être souillées par les matières premières. Les effluents peuvent être traités sur place ou dans une usine autorisée.
Constats : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Rubriques autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 1-1
Thème(s) : Risques chroniques, Généralités
Prescription contrôlée : Rubrique 2731 Dépôt ou transit de sous-produits animaux autorisée à 100T.
Constats : L'installation n'est plus concernée par la rubrique 2731-1, mais elle reste sous le régime de l'autorisation avec la rubrique 2731-2 pour une quantité maximale de 180 tonnes/jour de sous-produits animaux susceptible d'être présente dans l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Rubriques autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 1-2
Thème(s) : Risques chroniques, Généralités
Prescription contrôlée : Rubrique 2730 Traitement des sous-produits d'origine animale autorisée à 100T/j.
Constats : L'installation n'est plus concernée par la rubrique 2730.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Rubriques autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 1-3
Thème(s) : Risques chroniques, Généralités
Prescription contrôlée : Rubrique 2355 Dépôts de peaux autorisée à 20T.
Constats : L'installation n'est plus concernée par la rubrique 2355.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Rejets des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 24
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles
Prescription contrôlée : Respect des normes de rejet des eaux résiduaires
Constats : Conforme. Pas de rejet d'eau d'effluents.
Type de suites proposées : Sans suite